

Construisons le jour d'après !

Les jours d'avant

Ce sont tous ces jours où, depuis des années, nous protestons et manifestons contre la casse de l'hôpital et des services publics, contre la situation des résidents et du personnel des EHPAD, contre la casse de notre protection sociale, la baisse de nos retraites et le sort réservé aux premiers de corvées, salariés mal payés, maltraités, précarisés ...

Nos actions et manifestations ont certes permis des succès partiels mais elles se sont trop souvent heurtées au mépris des puissants quand ce n'était pas à la répression policière.

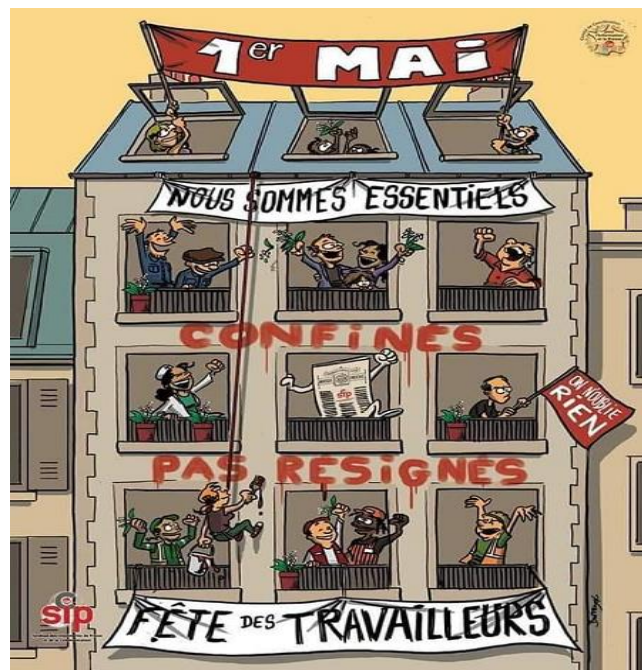
Les jours d'avec

Ce sont ces jours d'épidémie qui ont mis au grand jour les conséquences des politiques que nous dénonçons : hôpitaux et services d'urgences dépourvus des moyens, EHPAD transformés en mouchoirs, manque de tests, de masques, de gel, de charlottes, de blouses et sur-blouses, retour de la faim dans les quartiers et les villages, qui serait dramatique sans la solidarité et le bénévolat.

Une honte ! Loin d'adhérer à l'union sacrée de M. Macron, nous partageons notre colère de voir les dégâts meurtriers des politiques antisociales que nous dénonçons !

Alors que les salariés d'Amazon ou de Carrefour doivent se mettre en grève ou faire valoir leur droit de retrait pour obtenir le matériel de protection nécessaire, nous sommes écœurés de voir Sanofi distribuer 4 milliards € de dividendes et d'entendre M. Macron proclamer, la main sur le cœur que la santé n'a pas de prix, que les personnels soignants sont des héros, que nous retrouverons « les jours heureux » et des 1^{er} mai joyeux.

Nous savons que la bataille pour le jour d'après est engagée.



Nous ne sommes pas dupes

Chacun sait que la réouverture des écoles, décidée contre l'avis du conseil scientifique n'a pas pour but d'empêcher le décrochage scolaire des élèves de maternelle, ou de CP.

Non, il s'agit de renvoyer les plus jeunes enfants à l'école pour obliger les parents à retourner au boulot. Pour ceux qui n'aurait pas compris le message, le gouvernement met fin aux « arrêts de travail pour garde d'enfant ». Et indique que le chômage partiel sera plus strictement encadré.

Pour les tenants du système, il s'agit aussi de tirer parti de l'épidémie : ils ont fait voter l'allongement du temps de travail jusqu'à 60 heures, la possibilité d'imposer les dates de congés à leur guise, et ils relancent la course au profit à l'image de Général Electric qui veut mettre ses sous-traitants au pain sec.

Sans oublier le scandale des masques qui manquent encore dans des services essentiels et qui, par miracle, se retrouvent par millions et à des prix exorbitants chez Carrefour ou Auchan !

Que sera le jour d'après ?

Il ne fait aucun doute que gouvernement et MEDEF veulent présenter la note aux salariés en leur demandant de se retrousser les manches, aux retraités au nom de l'effort à répartir, et que les politiques d'austérité seront à l'honneur pour « résorber » la dette ! D'ores et déjà des milliers d'intérimaires dont les missions ont été stoppées se retrouvent sur le carreau.

Le combat s'annonce rude.

Car non seulement nous refusons l'aggravation des anciennes politiques, mais nous voulons une autre logique économique et sociale.

L'idée qu'il faut changer la société fait son chemin, comme en témoigne la déclaration et pétition commune sur « Le jour d'après », portées dans l'unité par des organisations aussi diverses que la CGT, la FSU, Solidaires, Confédération Paysanne, ATTAC, Alternatiba, Oxfam, Greenpeace, Les Amis de la terre, le syndicat de la Magistrature, le syndicat des avocats de France, l'UNEF,

le DAL (Droit au logement), CCFD Terre solidaire, Femmes Egalité, Fondation Copernic ...

Une telle unité est en soi une petite révolution. Ces organisations qui œuvraient hier dans des domaines séparés (social, justice, droit des femmes, écologie, éducation, solidarité internationale, logement ...) se retrouvent côte à côte avec une même vision du jour d'après autour des valeurs de justice sociale, d'égalité et de préservation de la planète.

Cette démarche dessine le monde de demain et montre une CGT ouverte, et bien loin de l'isolement dans lequel certains voudraient nous retrancher.

Bien sûr, il reste du chemin à parcourir, mais cette convergence est sans nul doute porteuse d'espoir si nous savons la faire vivre sur le terrain.

Si vous ne l'avez pas encore fait, signez la pétition unitaire pour le jour d'après :

<https://www.cgt.fr/actualites/petition-plus-jamais-ca-construisons-ensemble-le-jour-dapres>

Ce qu'on a fait ces dernières semaines

Pendant le confinement, l'action syndicale est forcément réduite. Et elle se déroule principalement au téléphone, sur internet et sur les réseaux sociaux.

15 avril : Soutien à l'Inspecteur du travail Anthony Smith

Anthony Smith, inspecteur du travail dans la Marne a été suspendu par la ministre du travail, Mme Penicaud. Son crime ? Avoir assigné au Tribunal une entreprise d'aide à domicile qui, malgré plusieurs mises en demeure, ne fournissait toujours pas le matériel de protection à ses salariés (masques, gants, gels ...)

En participant à la signature de la pétition, nous n'avons pas seulement apporté notre soutien à Anthony ; nous avons aussi exigé le respect de

l'indépendance des inspecteurs du travail et le respect de la santé de tous les salariés qui, malgré l'épidémie, assurent les missions essentielles à notre vie et à celle des plus fragiles.

En quelques jours, la pétition a réuni plus de 110 000 signatures. Si vous n'avez pas encore participé, il est encore temps !

<https://www.change.org/p/muriel-p%C3%A9nicaud-abandon-des-poursuites-contre-anthony-smith>

25 avril pour la liberté d'expression contre le Macronavirus

Le 24 avril, une habitante de Toulouse s'est retrouvée en garde à vue pour avoir accroché une banderolle contre le Macronavirus. (ci-contre →)

Afin d'aider à sa défense, nous avons envoyé au collectif qui la soutient, les photos et articles de presse sur notre opération d'affichage du 11 mars dans les rues de Montbéliard contre le Macronavirus (suite à l'arrêté préfectoral interdisant de manifester devant les permanence du député LREM).



1^{er} mai : au balcon et à l'Elysée



Le 1^{er} mai, vous avez été nombreux, et au-delà des syndiqués CGT, à vous manifester par une pancarte ou un chiffon rouge au balcon, par des mails ou des messages sur les réseaux sociaux ou par des revendications déposées sur le site internet de l'Elysée.

Bien sûr, cela ne remplace pas notre manifestation traditionnelle du 1^{er} mai, avec ses couleurs internationales, son brin de muguet et l'apéro entre amis, mais ce n'est que partie remise !



Au programme des prochaines semaines

- ✓ Comment déconfiner l'activité syndicale et revendicative ? Sans exposer qui que ce soit à la propagation du virus, ce qui impose de conserver la distanciation physique.
- ✓ Comment organiser l'action collective, sans exposer les participants à une verbalisation pour rassemblement de plus de 10 personnes ?

Nous avons besoin d'être imaginatifs. Et nous avons des exemples partout sur la planète.

Plusieurs d'entre vous ont déjà fait part de leurs propositions : du cortège de voitures au chapelet de manifestants en passant par les distributions de tracts et stands sur les lieux de passage ..

Mais il faut encore affiner les dispositions pratiques et nous sommes preneurs de toutes vos idées.

Pour l'hôpital, on sera encore là !

Il y a 2 mois, M. Macron faisait gazer les manifestations des personnels de l'hôpital public. Aujourd'hui, il parle de héros et leur jette une prime de 1000 €, comme un os à ronger.

Mais il maintient le plan d'économie, les fermetures de lits. Le budget rectificatif voté en avril n'a rien changé aux objectifs financiers qu'il a fixés.

Les applaudissements de 20H, s'ils marquent une prise de conscience de l'importance de ces métiers, ne régleront pas la situation de l'hôpital, des urgences, des EHPAD. Le moment venu, il sera nécessaire de prolonger la mobilisation engagée depuis des mois, aux cotés du personnel pour sortir des logiques de rentabilité, changer de politique et obtenir les moyens et effectifs nécessaires.

Et la fête malgré tout !

Le 1^{er} mai, on n'a pas eu la fête des travailleurs.

Le 11 mai, il sera difficile de faire la fête du déconfinement, car nous n'oublions pas nos camarades disparus dans ce drame, et nous savons que l'ensemble des mesures de protection ne sont pas réunies dans les écoles et dans les entreprises.

Et pourtant, il y a bien besoin de se retrouver dans l'action revendicative, joyeuse, festive, fraternelle ! Parce que c'est notre conception du jour d'après !



PSA : producteur de voitures ou de fake news ?

Des respirateurs inadaptés

Sur la foi du projet présenté pour fournir des respirateurs pour les services d'urgences, la CGT a donné en mars un avis favorable à la mise en place d'un atelier de fabrication sur le site de Poissy.

Un mois plus tard, la cellule instigation de Radio-France a révélé que ces fameux respirateurs étaient inutilisables par les services d'urgences.

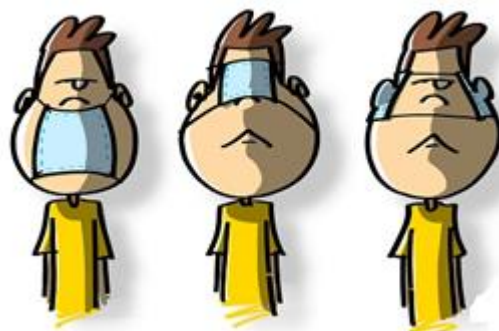
Gouvernement, Air Liquide, PSA et Valeo, avaient fourni une information bidonnée pour se faire mousser ! Malaise...

L'entourloupe des dons de masques

Le 20 mars, l'Est Républicain titrait sur la générosité du groupe PSA qui faisait don de 25 000 masques à l'hôpital de Trevenans, présentant cela comme un acte de solidarité spontanée et désintéressée On découvre maintenant que cette brusque générosité n'était que le résultat d'une réquisition lancée dès le 17 mars par le préfet du Doubs. Mais les 2 parties ont jugé plus valorisant de faire croire à la fable présentée dans les journaux !

Les dirigeants de PSA se serrent la ceinture

C'est le titre de l'Est Républicain du jeudi 23 avril, et ceux qui ont lu l'article un peu vite ont cru que M. Tavares et les autres dirigeants avaient baissé leur rémunération de 25%. Mais le diable est dans les



détails. La rémunération des dirigeants de PSA ne baisse pas d'un centime en 2020, ni en 2021, ni en 2022 Ils ont seulement renoncé à une partie de leurs stocks-options 2020, c'est-à-dire au droit d'acheter dans 5 ans des actions PSA à un prix fixé aujourd'hui. En clair, soit dans 5 ans l'action PSA vaut plus qu'aujourd'hui et les bénéficiaires de stocks options ne pourront pas encaisser la différence. Soit l'action PSA ne vaut pas plus qu'aujourd'hui, et ce "don" ne coûte pas un centime aux généreux donateurs.

Pour la CGT cet écran de fumée ne répond pas à la question de la participation des actionnaires. Leur assemblée générale annuelle a été repoussée au 25 juin, mais à ce jour et alors qu'elle demande à bénéficier de fonds publics dans un plan d'aide à l'automobile, la direction PSA n'a pas renoncé à distribuer 1,3 milliards € de dividende au titre du bénéfice 2019.

Envoyer les jeunes au chômage ou réduire le temps de travail de tous ?

A Sochaux, quelques dizaines de salariés (ferreurs, peintres) ont repris le travail, notamment pour valider le process de fabrication du prochain modèle.

La production des moteurs et boîtes de vitesses reprenant le 11 mai à Valenciennes, Douvrin ... le site de Sochaux suivra sans doute assez rapidement.

Mais la direction a d'ores et déjà annoncé que cela serait sans équipe de nuit et de VSD.

Ce sont donc des centaines d'intérimaires qui se retrouvent sur le carreau, à Sochaux mais aussi dans l'ensemble des entreprises soustraitantes.

C'est tout le bassin d'emplois qui va être impacté. Pour la CGT, il est nécessaire de maintenir l'emploi et la rémunération de chacun en instaurant dès maintenant la semaine de 32 heures.

Info pratique

Déclaration de revenus 2019 et cotisations syndicales

Impôts 2020 : Celles et ceux qui ne déclarent leurs revenus sur internet ont reçu le formulaire-papier.

Mais, à la différence des années précédentes, la case pour avoir la déduction d'impôts sur les cotisations

syndicales a disparu ! Il faut maintenant les déclarer sur un formulaire spécifique ... qui n'est pas joint !

Après le déconfinement, nous tiendrons ce formulaire à votre disposition à l'Union Locale.